

# ACCUEILLIR

OU

# REFOULER



Information sur le financement de Frontex  
(votation fédérale du 15 mai)

**5 avril 2022, 18h15 — 20h**

**Aula du 1er mars, Université de Neuchâtel,  
Av. du 1er mars 26**

Table ronde avec :

**Lisa Mazzone** Conseillère aux Etats pour le canton de Genève  
**Kiri Santer** membre du Réseau Alarm Phone et chercheuse en  
Sciences sociales (Université Berne)

**Simon Noori** chercheur en régime des frontières européennes à  
l'Université de Neuchâtel

**Pierre Bühler** théologien et éthicien

Le témoignage d'une personne ayant subi des violences aux  
frontières.

Modération : **Amanda Joset** Comité de Solidarité sans Frontières

Le parlement a décidé d'augmenter la contribution annuelle de la Suisse à Frontex, agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes. Elle passerait de 24 millions à 61 millions par année jusqu'en 2027 dans le but d'augmenter massivement le nombre d'agentes et d'agents, les instruments techniques et les armements de Frontex.

Nous avons aidé à faire aboutir le référendum national contre cette augmentation. Nous sommes opposés au renforcement des garde-frontières et garde-côtes de Frontex dont l'activité principale est de patrouiller dans la Méditerranée pour empêcher les réfugié-e-s de parvenir en Europe.

Les « push-backs » qui renvoient les réfugié-e-s à la mer ou dans les camps de Libye, et d'autres pratiques violant continuellement les droits humains, se déroulent quotidiennement aux frontières extérieures de l'Europe.

Nous posons la question : à quoi doivent servir nos impôts ? A organiser l'accueil ou à empêcher les personnes qui fuient la misère, la violence et la guerre de venir en Europe et en Suisse pour se protéger ?

Voilà de quoi nous voulons débattre pour lancer la campagne de la votation fédérale.